



DÉCLARATION D'ACQUISITION D'ENTREPRISE

COGECO COMMUNICATIONS INC.
Annexe 51-102F4
DÉCLARATION D'ACQUISITION D'ENTREPRISE

1. Identité de la Société

1.1 Désignation et adresse de la Société

Cogeco Communications inc. (« Cogeco Communications » ou la « Société »)
5, Place Ville-Marie, bureau 1700
Montréal (Québec)
H3B 0B3

1.2 Membre de la haute direction

Pour de plus amples renseignements sur les acquisitions importantes et la présente déclaration d'acquisition d'entreprise, veuillez communiquer avec M. Patrice Ouimet, premier vice-président et chef de la direction financière de Cogeco Communications, au 514-764-4700.

2. Détails de l'acquisition

2.1 Nature de l'entreprise acquise

Le 4 janvier 2018, la Société a conclu l'acquisition de la quasi-totalité des actifs de MetroCast Cablevision of New Hampshire, LLC et de Gans Communications, L.P., filiales de Harron Entertainment Company, LLC, exerçant leurs activités sous le nom de MetroCast (« MetroCast »). MetroCast est un exploitant indépendant de réseaux de câblodistribution numérique et de communication qui dessert environ 130 000 clients d'Internet, 88 000 clients de vidéo et 33 000 clients de téléphonie. Cette acquisition permet à Atlantic Broadband d'étendre sa zone de couverture dans 11 États longeant la côte est des États-Unis, du Maine jusqu'en Floride.

2.2 Date d'acquisition

L'acquisition a été conclue le 4 janvier 2018.

2.3 Contrepartie

La contrepartie pour l'acquisition de MetroCast se chiffre à environ 1,8 milliard \$ (1,4 milliard \$ US), sous réserve d'ajustements supplémentaires du fonds de roulement postérieurs à la clôture. Dans le cadre de l'acquisition, des coûts de financement liés à la transaction s'élevant à 50,9 millions \$ (40,6 millions \$ US) et des frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition s'élevant à 19,6 millions \$ (15,7 millions \$ US) ont été engagés. L'acquisition de MetroCast a été financée comme suit :

a) Facilités de crédit de premier rang

Deux filiales américaines de Cogeco Communications ont conclu un nouvel emprunt à terme B garanti de premier rang de 2,1 milliards \$ (1,7 milliard \$ US) arrivant à échéance en janvier 2025 et une nouvelle facilité de crédit renouvelable garantie de premier rang de 188 millions \$ (150 millions \$ US) arrivant à échéance en janvier 2023, dont une tranche de 733 millions \$ (583 millions \$ US) a servi à refinancer les facilités de crédit de premier rang existantes. Le taux d'intérêt des facilités de crédit de premier rang est fondé sur le LIBOR, plus une marge applicable. À compter d'août 2018, l'emprunt à terme B garanti de premier rang est assujéti à un amortissement trimestriel de 0,25 % jusqu'à sa date d'échéance. En sus de l'amortissement

trimestriel, l'emprunt doit être remboursé par anticipation selon un pourcentage de remboursement anticipé des flux de trésorerie excédentaires générés au cours de l'exercice antérieur, défini ci-dessous. Le premier paiement sera fondé sur les flux de trésorerie excédentaires générés au cours de l'exercice 2019.

- i) 50 % si le ratio de levier financier consolidé des emprunts garantis de premier rang est supérieur ou égal à 5,1 sur 1,0;
- ii) 25 % si le ratio de levier financier consolidé des emprunts garantis de premier rang est supérieur ou égal à 4,6 sur 1,0, mais inférieur à 5,1 sur 1,0;
- iii) 0 % si le ratio de levier financier consolidé des emprunts garantis de premier rang est inférieur à 4,6 sur 1,0.

Les facilités de crédit de premier rang sont sans recours contre la Société, ses filiales canadiennes et certaines de ses filiales à l'extérieur du Canada, et sont garanties indirectement par une charge de premier rang, fixe et générale sur la quasi-totalité des biens personnels et réels, actuels et futurs et entreprises de quelque nature que ce soit d'Atlantic Broadband, de ses filiales et de certaines de ses sociétés liées. Les dispositions relatives aux facilités prévoient des limites quant aux opérations et aux activités d'Atlantic Broadband et de ses filiales. De façon générale, les plus importantes restrictions visent les investissements et l'endettement autorisés, les distributions et le maintien de certains ratios financiers;

- b) Une participation en actions à hauteur de 395 millions \$ (315 millions \$ US) de la Caisse de dépôt et placement du Québec (« CDPQ ») dans la société de portefeuille détenant Atlantic Broadband, ce qui représente une participation de 21 % dans Atlantic Broadband.

2.4 Incidence sur la situation financière et la performance financière

L'incidence de l'acquisition sur la situation financière et la performance financière de la Société est décrite dans les états financiers consolidés résumés pro forma non audités de Cogeco Communications au 30 novembre 2017 et pour l'exercice clos le 31 août 2017 et pour la période de trois mois close le 30 novembre 2017, qui se trouvent à l'annexe A.

Sauf indication contraire dans le présent document ou tel qu'il a été déclaré publiquement et dans le cours normal des activités, la Société et ses filiales ne prévoient pas pour l'instant apporter d'autres modifications significatives à leurs activités ou aux aspects liés à l'acquisition qui pourraient avoir une incidence considérable sur les résultats d'exploitation ou la situation financière de la Société.

2.5 Évaluation antérieure

Sans objet.

2.6 Parties à la transaction

Aucune « personne informée », aucune « personne ayant des liens » avec la Société ni « membre du même groupe » que celle-ci selon la définition des lois sur les valeurs mobilières n'ont été parties à la transaction.

2.7 Date de la déclaration

Le 4 avril 2018.

3. États financiers et autres informations

Les états financiers et autres informations qui figurent ci-dessous et qui sont requis aux termes de la Partie 8 du Règlement 51-102 sont joints au présent document et font partie de la déclaration d'acquisition d'entreprise.

3.1 Les états financiers consolidés résumés pro forma non audités de Cogeco Communications constitués des comptes consolidés de résultat pro forma non audités pour l'exercice clos le 31 août 2017 et la période de trois mois close le 30 novembre 2017 et de l'état consolidé de la situation financière pro forma non audité au 30 novembre 2017, ainsi que les notes annexes se trouvent à l'Annexe A

- a) Le compte consolidé de résultat pro forma non audité pour l'exercice clos le 31 août 2017 qui combine les comptes consolidés de résultat audités de la Société pour l'exercice clos le 31 août 2017 et le compte de résultat non audité de MetroCast pour la période de 12 mois close le 31 août 2017, ajustés et présentés comme si l'acquisition avait été conclue le 1^{er} septembre 2016;
- b) Le compte consolidé de résultat pro forma non audité pour la période de trois mois close le 30 novembre 2017 qui combine le compte consolidé de résultat non audité de la Société pour la période de trois mois close le 30 novembre 2017 et le compte de résultat non audité de MetroCast pour la période de trois mois close le 30 novembre 2017, ajustés et présentés comme si l'acquisition avait été conclue le 1^{er} septembre 2016;
- c) L'état consolidé de la situation financière pro forma non audité au 30 novembre 2017 qui combine l'état consolidé de la situation financière non audité de la Société au 30 novembre 2017 et l'état consolidé de la situation financière audité de MetroCast au 31 décembre 2017, ajustés et présentés pour tenir compte des actifs et des passifs exclus de l'acquisition et comme si l'acquisition avait été conclue le 30 novembre 2017.

Les méthodes comptables utilisées dans la préparation des états financiers consolidés résumés pro forma non audités sont conformes aux méthodes décrites à la note 2 des états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 août 2017 disponibles sur le site Web de SEDAR, au www.sedar.com, et sur le site Web de la Société, au corpo.cogeco.com.

3.2 États financiers historiques de MetroCast

- a) Les états financiers combinés de MetroCast se trouvent à l'Annexe B.

Les états financiers combinés audités et notes annexes de MetroCast au 31 décembre 2017 et pour l'exercice clos à cette date, ainsi que le rapport de l'auditeur indépendant connexe et les chiffres comparatifs non audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2016. Ces états financiers ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus des États-Unis (« PCGR des États-Unis ») et sont présentés en dollars américains.

4. Informations prospectives, risques et incertitudes

Les comptes consolidés de résultat pro forma non audités pour l'exercice clos le 31 août 2017 et la période de trois mois close le 30 novembre 2017 présentés dans le présent document ne reflètent pas nécessairement les résultats qui auraient été obtenus si la transaction avait été conclue le 1^{er} septembre 2016 et ne représentent pas nécessairement la situation financière et les résultats financiers futurs de la Société à la suite de l'acquisition.

Les états financiers consolidés résumés pro forma non audités présentés dans le présent document contiennent les frais d'intégration et d'acquisition engagés dans le cadre de l'acquisition.

La présente déclaration d'acquisition d'entreprise contient des énoncés qui pourraient être de nature prospective au sens des lois sur les valeurs mobilières et qui sont fondés sur des attentes, des estimations et des projections à la date de publication de la présente déclaration. Ces énoncés sont assujettis à d'importants risques et d'importantes incertitudes, et la Société avise donc les lecteurs de cette déclaration qu'un certain nombre de facteurs importants pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon significative de ceux contenus dans de tels énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs sont fondés sur des hypothèses qui tiennent compte des plans et des estimations actuels. La direction est d'avis que ces hypothèses sont raisonnables, mais rien ne garantit qu'elles s'avéreront exactes.

Les facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon significative de ceux décrits dans la présente déclaration d'acquisition d'entreprise comprennent, entre autres, la capacité de la Société à réaliser les avantages qu'elle s'attendait à tirer de l'acquisition de MetroCast, des difficultés d'intégration et d'autres défis de même nature, l'efficacité du contrôle interne de MetroCast à l'égard de l'information financière et des changements dans les préférences des consommateurs à l'égard des produits et services existants. Les résultats réels peuvent également être touchés par l'évolution de la technologie, des changements touchant le marché et la concurrence, des faits nouveaux sur le plan des politiques gouvernementales ou de la réglementation, la conjoncture économique, la conception de nouveaux produits et services, l'amélioration de produits et services existants et la mise en marché de produits concurrentiels offrant des avantages du point de vue de la technologie ou autre, dont bon nombre sont indépendants de la volonté de la Société.

Bien que la direction de la Société s'attende à ce que des événements et des faits nouveaux subséquents puissent donner lieu à des changements de position, la Société n'a pas l'intention de mettre à jour ces informations prospectives, à moins que les lois ou les règlements applicables sur les valeurs mobilières ne l'exigent. La Société invite le lecteur à ne pas s'appuyer sur les informations de nature prospective présentées ici comme étant représentatives de la position prise par la Société à une date ultérieure à celle de la publication de la déclaration d'acquisition d'entreprise. L'objectif de cette déclaration est d'identifier les facteurs importants qui pourraient faire en sorte que les mesures, les résultats ou les événements réels diffèrent de manière significative des attentes actuelles décrites dans les informations prospectives. De plus, d'autres facteurs pourraient faire en sorte que les mesures, les événements ou les résultats diffèrent de ceux qui étaient prévus, estimés ou voulus et que, par conséquent, les mesures, les événements ou les résultats diffèrent de façon significative des attentes actuelles. Rien ne garantit que les informations prospectives s'avéreront exactes puisque les résultats réels et les événements futurs peuvent différer de façon significative de ceux prévus dans ces énoncés prospectifs. De même, les lecteurs ne devraient pas se fier outre mesure aux informations prospectives. La liste des facteurs présentés n'est pas exhaustive et d'autres facteurs pourraient avoir une incidence sur la Société ou sur les possibilités qu'elle aura de créer des occasions de croissance et de réaliser des économies d'échelle. Veuillez vous reporter aux facteurs de risque présentés dans les documents déposés, lorsqu'il y a lieu, auprès des autorités canadiennes en valeurs mobilières, notamment dans la notice annuelle ainsi que dans les rapports de gestion annuel et trimestriels de la Société.

En outre, des ajustements à la répartition du prix d'achat, qui était préliminaire à la date du présent rapport, pourraient avoir une incidence sur la juste valeur attribuée aux actifs acquis et aux passifs pris en

charge et pourraient donner lieu à des résultats qui diffèrent de façon importante de ceux présentés dans les comptes consolidés de résultat pro forma présentés dans le présent document.

**ANNEXE A – ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS PRO FORMA NON AUDITÉS DE
COGECO COMMUNICATIONS**

COGECO COMMUNICATIONS INC.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS PRO FORMA NON AUDITÉS

**AU 30 NOVEMBRE 2017 ET POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2017 ET
LA PÉRIODE DE TROIS MOIS CLOSE LE 30 NOVEMBRE 2017**

	Page
Compte consolidé de résultat pro forma non audité pour l'exercice clos le 31 août 2017	2
Compte consolidé de résultat pro forma non audité pour la période de trois mois close le 30 novembre 2017	3
État consolidé de la situation financière pro forma non audité au 30 novembre 2017	4
Notes annexes	5

COGECO COMMUNICATIONS INC.
COMPTE CONSOLIDÉ DE RÉSULTAT PRO FORMA
(non audité)
(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

Exercice clos le 31 août 2017	Cogeco Communications inc. \$	MetroCast ⁽¹⁾ \$	Ajustements pro forma \$	Notes	Données consolidées pro forma \$
Produits	2 226 851	292 700	—		2 519 551
Charges d'exploitation	1 202 942	140 163	3 962	4.3 a)	1 347 067
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	18 939	—	2 488	4.3 b)	21 427
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	3 191	—	18 843	4.3 c)	22 034
Dotation aux amortissements	475 068	43 171	28 456	4.3 d)	546 695
Charges financières	129 424	25 030	60 940	4.3 e)	215 394
Impôts sur le résultat	98 062	1 144	(32 572)	4.3 f)	66 634
Bénéfice (perte) de l'exercice	299 225	83 192	(82 117)		300 300
Bénéfice (perte) de l'exercice attribuable aux					
Propriétaires de la Société	299 225	83 192	(99 087)		283 330
Participations ne donnant pas le contrôle	—	—	16 970		16 970
	299 225	83 192	(82 117)		300 300
Bénéfice par action					
De base	6,08				5,76
Dilué	6,03				5,71

(1) Le compte de résultat de MetroCast a été ajusté pour s'harmoniser avec les méthodes comptables de la Société conformes aux IFRS, et les montants ont été convertis en dollars canadiens au taux de change moyen pour l'exercice clos le 31 août 2017. Se reporter à la note 3 pour en savoir plus sur ces ajustements.

COGECO COMMUNICATIONS INC.
COMPTE CONSOLIDÉ DE RÉSULTAT PRO FORMA
(non audité)
(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

Période de trois mois close le 30 novembre 2017	Cogeco Communications inc. \$	MetroCast ⁽¹⁾ \$	Ajustements pro forma \$	Notes	Données consolidées pro forma \$
Produits	553 625	71 313	—		624 938
Charges d'exploitation	301 415	33 474	941	4.3 a)	335 830
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	4 728	—	606	4.3 b)	5 334
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	392	—	—		392
Dotation aux amortissements	116 310	10 093	6 929	4.3 d)	133 332
Charges financières	29 482	6 474	11 940	4.3 e)	47 896
Impôts sur le résultat	24 829	288	(4 820)	4.3 f)	20 297
Bénéfice (perte) de la période	76 469	20 984	(15 596)		81 857
Bénéfice (perte) de la période attribuable aux					
Propriétaires de la Société	76 469	20 984	(19 381)		78 072
Participations ne donnant pas le contrôle	—	—	3 785		3 785
	76 469	20 984	(15 596)		81 857
Bénéfice par action					
De base	1,55				1,58
Dilué	1,54				1,57

(1) Le compte de résultat de MetroCast a été ajusté pour s'harmoniser avec les méthodes comptables de la Société conformes aux IFRS, et les montants ont été convertis en dollars canadiens au taux de change moyen pour la période de trois mois close le 30 novembre 2017. Se reporter à la note 3 pour en savoir plus sur ces ajustements.

COGECO COMMUNICATIONS INC.
ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE PRO FORMA
(non audité)
(en milliers de dollars canadiens)

Au 30 novembre 2017	Cogeco Communications inc. \$	MetroCast ⁽¹⁾ \$	Ajustements pro forma \$	Notes	Données consolidées pro forma \$
Actif					
Actifs courants					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	122 240	6	—		122 246
Placements à court terme	34 000	—	—		34 000
Créances clients et autres débiteurs	91 814	5 218	—		97 032
Impôts sur le résultat à recevoir	11 570	—	—		11 570
Charges payées d'avance et autres	34 002	2 045	—		36 047
Instrument financier dérivé	105	—	—		105
	293 731	7 269	—		301 000
Actifs non courants					
Autres actifs	3 533	—	2 806	4.3 g)	6 339
Immobilisations corporelles	1 952 672	190 766	114 807	4.3 h)	2 258 245
Immobilisations incorporelles	1 994 125	199 254	700 071	4.3 i)	2 893 450
Goodwill	1 046 611	17 934	587 164	4.3 j)	1 651 709
Instrument financier dérivé	4 567	—	—		4 567
Actifs d'impôts différés	12 420	—	—		12 420
	5 307 659	415 223	1 404 848		7 127 730
Passif et capitaux propres					
Passif					
Passifs courants					
Endettement bancaire	28 961	—	—		28 961
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	209 693	5 189	—		214 882
Provisions	23 773	—	—		23 773
Passifs d'impôts sur le résultat	37 336	—	—		37 336
Produits différés et perçus d'avance	78 328	—	—		78 328
Tranche à court terme de la dette à long terme	190 527	—	10 955	4.3 k)	201 482
	568 618	5 189	10 955		584 762
Passifs non courants					
Dette à long terme	2 420 475	—	1 430 377	4.3 k)	3 850 852
Produits différés et perçus d'avance et autres passifs	41 199	—	—		41 199
Passifs relatifs aux régimes de retraite et avantages du personnel	3 216	—	—		3 216
Passifs d'impôts différés	616 364	—	—		616 364
	3 649 872	5 189	1 441 332		5 096 393
Capitaux propres					
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société					
Capital social	1 015 169	—	—		1 015 169
Réserve de rémunération fondée sur des actions	10 504	—	—		10 504
Cumul des autres éléments du résultat global	86 525	—	—		86 525
Bénéfices non distribués	545 589	410 034	(340 390)	4.3 l)	615 233
	1 657 787	410 034	(340 390)		1 727 431
Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle					
	—	—	303 906	4.3 m)	303 906
	1 657 787	410 034	(36 484)		2 031 337
	5 307 659	415 223	1 404 848		7 127 730

(1) L'état de la situation financière de MetroCast a été ajusté pour s'harmoniser avec les méthodes comptables de la Société conformes aux IFRS, pour tenir compte des actifs et des passifs exclus de l'acquisition et pour convertir les soldes en dollars canadiens au taux de change de clôture en vigueur le 30 novembre 2017. Se reporter à la note 3 pour en savoir plus sur ces ajustements.

COGECO COMMUNICATIONS INC.

NOTES ANNEXES

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

1. La Société

Cogeco Communications inc. (« Cogeco Communications » ou la « Société ») est une société ouverte canadienne de communications dont les actions subalternes à droit de vote sont inscrites à la Bourse de Toronto (« TSX ») sous le symbole « CCA ».

Au Canada, elle exerce ses activités sous le nom de Cogeco Connexion au Québec et en Ontario, et aux États-Unis, sous le nom d'Atlantic Broadband dans l'ouest de la Pennsylvanie, le sud de la Floride, le Maryland/Delaware, la Caroline du Sud et l'est du Connecticut. Cogeco Communications fournit à sa clientèle résidentielle et d'affaires des services Internet, de vidéo et de téléphonie au moyen de ses réseaux de fibres bidirectionnels à large bande. Par l'intermédiaire de sa filiale Cogeco Peer 1, la Société fournit à sa clientèle commerciale une gamme de services de technologies de l'information (colocation, connectivité réseau, hébergement, informatique en nuage et services gérés) grâce à ses 16 centres de données, à son vaste réseau FastFiber Network® et à plus de 50 points de présence en Amérique du Nord et en Europe.

La Société est une filiale de Cogeco inc. (« Cogeco »), qui détient 31,7 % des actions de participation de la Société, représentant 82,3 % des votes liés aux actions à droit de vote de la Société.

Le siège social de la Société est situé au 5, Place Ville-Marie, bureau 1700, Montréal (Québec) H3B 0B3.

Le 4 janvier 2018, la filiale de la Société, Atlantic Broadband, a conclu l'acquisition de la quasi-totalité des actifs de MetroCast Cablevision of New Hampshire, LLC et de Gans Communications, L.P. exerçant leurs activités sous le nom de MetroCast (« MetroCast »). Cette acquisition a pris effet le 1^{er} janvier 2018 et permet à Atlantic Broadband d'étendre sa zone de couverture dans 11 États longeant la côte est des États-Unis, du Maine jusqu'en Floride. La transaction évaluée à 1,8 milliard \$ (1,4 milliard \$ US) est assujettie aux ajustements postérieurs à la clôture. Cette acquisition a été financée au moyen d'un nouvel emprunt à terme B garanti de premier rang de 2,1 milliards \$ (1,7 milliard \$ US), dont une tranche de 730,7 millions \$ (583 millions \$ US) a servi à refinancer les facilités de crédit de premier rang existantes, ainsi que d'un montant de 50,6 millions \$ (40,4 millions \$ US) prélevé sur une nouvelle facilité de crédit renouvelable garantie de premier rang de 188 millions \$ (150 millions \$ US) combinés à une participation en actions à hauteur de 395 millions \$ (315 millions \$ US) de la Caisse de dépôt et placement du Québec (« CDPQ ») dans la société de portefeuille détenant Atlantic Broadband, ce qui représente une participation de 21 % dans Atlantic Broadband.

2. Mode de présentation pro forma

Les états financiers consolidés résumés pro forma non audités au 30 novembre 2017 et pour l'exercice clos le 31 août 2017 et la période de trois mois close le 30 novembre 2017 ont été préparés par la direction de la Société pour tenir compte de l'acquisition de MetroCast, du nouveau financement et de l'harmonisation des méthodes comptables de MetroCast avec les principales méthodes comptables de la Société telles qu'elles sont présentées dans la note 2 des états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 août 2017 et comprennent tous les ajustements significatifs nécessaires. Les états financiers consolidés résumés pro forma non audités comprennent également les hypothèses et les ajustements décrits aux notes 3 et 4 ci-après.

Le compte consolidé de résultat pro forma non audité pour l'exercice clos le 31 août 2017 a été préparé en fonction : i) du compte consolidé de résultat audité de la Société pour l'exercice clos le 31 août 2017 et ii) du compte de résultat non audité de MetroCast pour la période de 12 mois close le 31 août 2017. Le compte consolidé de résultat pro forma non audité pour la période de trois mois close le 30 novembre 2017 a été préparé en fonction : i) du compte consolidé de résultat non audité de la Société pour la

COGECO COMMUNICATIONS INC.

NOTES ANNEXES

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

période de trois mois close le 30 novembre 2017 et ii) du compte de résultat non audité de MetroCast pour la période de trois mois close le 30 novembre 2017.

L'état consolidé de la situation financière pro forma non audité au 30 novembre 2017 a été préparé en fonction : i) de l'état consolidé de la situation financière non audité de la Société au 30 novembre 2017 et ii) de l'état de la situation financière audité de MetroCast au 31 décembre 2017.

Les comptes de résultat de MetroCast ont été ajustés pour respecter les exigences de la présente déclaration. Par conséquent, les comptes de résultat de MetroCast pour la période de 12 mois close le 31 août 2017 et pour la période de trois mois close le 30 novembre 2017 ont été réalisés à l'aide des comptes de résultat préparés à l'interne par MetroCast. De plus, les comptes de résultat non audités de MetroCast ont été initialement préparés selon les PCGR des États-Unis et présentés en dollars américains. Ils ont été ajustés afin de les rendre conformes aux méthodes comptables de la Société et convertis en dollars canadiens aux taux de change moyens en vigueur pour les périodes considérées.

L'état de la situation financière de MetroCast a été ajusté pour respecter les exigences de la présente déclaration tout en tenant compte de l'acquisition comme si elle avait été conclue le 30 novembre 2017, et pour tenir compte des actifs et des passifs exclus de l'acquisition. De plus, l'état de la situation financière audité de MetroCast pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 a été initialement préparé selon les PCGR des États-Unis et présenté en dollars américains. Il a été converti en dollars canadiens au taux de change en vigueur au 30 novembre 2017 (pour l'état de la situation financière de MetroCast au 30 novembre 2017, se reporter à la note 3).

Aux fins de préparation des comptes consolidés de résultat pro forma non audités pour l'exercice clos le 31 août 2017 et pour la période de trois mois close le 30 novembre 2017, la direction de la Société a supposé que l'acquisition avait été conclue le 1^{er} septembre 2016 et a effectué les ajustements nécessaires pour refléter cette hypothèse.

3. Harmonisation de l'information financière de MetroCast avec les méthodes comptables et la monnaie de présentation de la Société, et ajustements relatifs aux actifs et aux passifs exclus de l'acquisition

L'information financière de MetroCast a été harmonisée avec les méthodes comptables de la Société conformément aux IFRS.

MetroCast	PCGR des États-Unis	Ajustements liés aux méthodes comptables	Notes	IFRS	IFRS
Compte de résultat	\$ US	\$ US		\$ US	\$
Période de 12 mois close le 31 août 2017					
Produits	224 780	(3 119)	3 a)	221 661	292 700
Charges d'exploitation	106 718 ⁽¹⁾	(573)	3 b)	106 145	140 163
Dotation aux amortissements	32 654	39	3 b)	32 693	43 171
Charges financières	18 955	—		18 955	25 030
Impôts sur le résultat	901	(35)		866	1 144
Bénéfice (perte) de l'exercice	65 552	(2 550)		63 002	83 192

(1) Compte non tenu d'honoraires de gestion d'environ 9,1 millions \$ US payés à Harron Entertainment Company, LLC, et des frais généraux d'environ 4,7 millions \$ US qui sont exclus du regroupement d'entreprises.

COGECO COMMUNICATIONS INC.

NOTES ANNEXES

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

MetroCast Compte de résultat Période de trois mois close le 30 novembre 2017	PCGR des États-Unis \$ US	Ajustements liés aux méthodes comptables \$ US	Notes	IFRS \$ US	IFRS \$
Produits	57 411	(597)	3 a)	56 814	71 313
Charges d'exploitation	26 811 ⁽¹⁾	(143)	3 b)	26 668	33 474
Dotation aux amortissements	8 020	21	3 b)	8 041	10 093
Charges financières	5 158	–		5 158	6 474
Impôts sur le résultat	236	(6)		230	288
Bénéfice (perte) de la période	17 186	(469)		16 717	20 984

(1) Compte non tenu d'honoraires de gestion d'environ 2,3 millions \$ US payés à Harron Entertainment Company, LLC, et des frais généraux d'environ 1,2 million \$ US qui sont exclus du regroupement d'entreprises.

a) Produits

La Société estime que les frais d'installation et de mise en service ne sont pas des composantes distinctes, car ils n'ont aucune valeur intrinsèque. En vertu des IFRS, la Société diffère et amortit ces produits au fur et à mesure que les produits des services connexes sont gagnés, ce qui correspond à la durée de vie moyenne de l'abonnement d'un client ou à la durée de l'accord, tandis qu'en vertu des PCGR des États-Unis, ces produits sont entièrement comptabilisés dans les produits au moment de la prestation du service. Dans le cadre de l'acquisition de la quasi-totalité des actifs de MetroCast, la Société a établi, d'après la répartition préliminaire du prix d'achat, que la valeur des produits différés de MetroCast liés aux frais d'installation et de mise en service, estimée selon la méthode de l'acquisition, était nulle puisque les services ont déjà été rendus et que MetroCast n'est pas tenue de rembourser les clients. Après l'acquisition, les produits liés aux frais d'installation et de mise en service générés par MetroCast seront différés et amortis dans les produits sur une période de huit ans, conformément aux méthodes comptables de la Société et aux IFRS.

Les comptes consolidés de résultat pro forma non audités pour l'exercice clos le 31 août 2017 et la période de trois mois close le 30 novembre 2017 comprennent un ajustement effectué pour la reprise de la tranche différée nette des produits liés aux frais d'installation et de mise en service qui avaient été entièrement comptabilisés dans les produits par MetroCast au moment de la prestation du service.

	Période de trois mois close le 30 novembre 2017	Exercice clos le 31 août 2017
Produits différés liés aux frais d'installation et de mise en service entièrement comptabilisés dans les produits par MetroCast	(717)	(3 350)
Tranche des produits différés liés aux frais d'installation et de mise en service amortie dans les produits durant la période ⁽¹⁾	120	231
Ajustement net des produits	(597)	(3 119)

(1) Les produits liés aux frais d'installation et de mise en service facturés sont cumulés et différés de sorte que la tranche mensuelle amortie dans les produits représente 1/96 des produits différés du mois considéré et de chacun des mois antérieurs.

COGECO COMMUNICATIONS INC.

NOTES ANNEXES

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

b) Charges d'exploitation et dotation aux amortissements

Les coûts de rebranchement et d'activation de services additionnels (les « coûts de rebranchement ») engagés par la Société sont inscrits à l'actif à titre d'immobilisations incorporelles et sont amortis sur la durée de vie moyenne d'abonnement d'un client, n'excédant pas huit ans, tandis qu'ils sont entièrement comptabilisés dans les charges d'exploitation au moment de la prestation du service selon les PCGR des États-Unis. Les comptes consolidés de résultat pro forma non audités pour l'exercice clos le 31 août 2017 et la période de trois mois close le 30 novembre 2017 comprennent un ajustement effectué pour la reprise des coûts de rebranchement qui avaient été entièrement portés en charge par MetroCast à mesure qu'ils étaient engagés et pour les amortir sur la durée de vie moyenne d'abonnement d'un client, soit huit ans.

	Période de trois mois close le 30 novembre 2017	Exercice clos le 31 août 2017
Reprise des coûts de rebranchement entièrement portés en charge à mesure qu'ils sont engagés	(143)	(573)
Amortissement des coûts de rebranchement sur la durée de vie moyenne d'abonnement d'un client	21	39

MetroCast	PCGR des États-Unis \$ US	Ajustements \$ US	Notes	IFRS \$ US	IFRS \$
État de la situation financière					
Au 31 décembre 2017					
Actif					
Actifs courants					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7 303	(7 298) i)		5	6
Créances clients et autres débiteurs	12 614	(8 565) i)		4 049	5 218
Charges payées d'avance et autres	1 475	112 i)		1 587	2 045
	21 392	(15 751)		5 641	7 269
Actifs non courants					
Immobilisations corporelles	148 018	—		148 018	190 766
Immobilisations incorporelles	154 604	—		154 604	199 254
Goodwill	13 915	—		13 915	17 934
Instrument financier dérivé	355	(355) i)		—	—
	338 284	(16 106)		322 178	415 223

Passif et capitaux propres

Passif

Passifs courants					
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	25 703	(21 677) i)		4 026	5 189
Tranche à court terme de la dette à long terme	22 500	(22 500) i)		—	—
	48 203	(44 177)		4 026	5 189
Passifs non courants					
Dette à long terme	423 089	(423 089) i)		—	—
Passifs d'impôts différés	4 261	(4 261) i)		—	—
	475 553	(471 527)		4 026	5 189

Capitaux propres

Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société					
Bénéfices non distribués	(137 269)	455 421 i)		318 152	410 034
	(137 269)	455 421		318 152	410 034
	338 284	(16 106)		322 178	415 223

i) Comprend des montants d'actifs et de passifs exclus du regroupement d'entreprises. Les ajustements visant à convertir aux IFRS l'état de la situation financière dressé selon les PCGR des États-Unis sont négligeables.

COGECO COMMUNICATIONS INC.

NOTES ANNEXES

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

4. Hypothèses et ajustements

4.1 Écart de change

Les taux de change suivants ont été utilisés pour préparer les états financiers consolidés résumés pro forma.

	Taux de change pour 1 \$ US
Taux d'ouverture au 1 ^{er} septembre 2016	1,3116
Taux de clôture au 31 août 2017	1,2536
Taux de clôture au 30 novembre 2017	1,2888
Taux de clôture au 4 janvier 2018	1,2533
Taux moyen pour l'exercice clos le 31 août 2017	1,3205
Taux moyen pour la période de trois mois close le 30 novembre 2017	1,2552

4.2 Répartition préliminaire du prix d'achat

L'acquisition est comptabilisée selon la méthode de l'acquisition conformément à IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*. Le tableau suivant représente la répartition préliminaire du prix d'achat pour refléter la juste valeur estimée des actifs acquis et des passifs repris à la date d'acquisition avec tout excédent affecté au goodwill.

	\$
Actifs nets acquis⁽¹⁾	
Trésorerie	6
Créances clients et débiteurs	5 218
Charges payées d'avance et autres	2 045
Immobilisations corporelles	305 573
Immobilisations incorporelles	899 325
Goodwill	605 098
Dettes fournisseurs et autres créiteurs pris en charge	(5 189)
	1 812 076

(1) Les actifs nets ont été convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur le 30 novembre 2017.

Le tableau ci-dessus présente l'évaluation préliminaire de la direction de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris en fonction des meilleures estimations, lesquelles tiennent compte de l'ensemble des informations disponibles. Étant donné que l'acquisition de MetroCast par la Société est très récente, il n'est pas possible de présenter la répartition définitive du prix d'achat. La comptabilisation du regroupement d'entreprises devrait être terminée dès que la direction de la Société aura recueilli toutes les informations importantes disponibles et considérées comme nécessaires afin de finaliser la répartition; cette période ne se prolongera pas au-delà de un an suivant la date d'acquisition. En outre, étant donné que la Société n'a toujours pas terminé l'évaluation des actifs acquis et des passifs repris à la date d'acquisition, la répartition définitive du prix d'achat pourrait varier de façon importante par rapport aux montants utilisés ci-dessus. Ainsi, il est possible que des montants soient répartis de nouveau entre les actifs acquis, les passifs repris et le goodwill. Les montants, le cas échéant, ne peuvent actuellement pas être déterminés.

4.3 Ajustements

a) Charges d'exploitation

Les comptes consolidés de résultat pro forma non audités pour l'exercice clos le 31 août 2017 et pour la période de trois mois close le 30 novembre 2017 reflètent un ajustement apporté pour inclure des frais généraux additionnels constitués principalement des salaires et de frais d'administration.

COGECO COMMUNICATIONS INC.

NOTES ANNEXES

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

b) Honoraires de gestion

La société mère de Cogeco Communications, Cogeco inc., fournit des services de direction, d'administration, de planification stratégique et financière et d'autres services à la Société en vertu d'une convention de services de gestion. En vertu de la convention, les honoraires de gestion sont payables mensuellement et correspondent à 0,85 % des produits consolidés de la Société. Les comptes consolidés de résultat pro forma non audités pour l'exercice clos le 31 août 2017 et pour la période de trois mois close le 30 novembre 2017 reflètent l'ajustement apporté représentant les honoraires de gestion additionnels engagés par la Société à la suite de l'acquisition.

c) Frais d'intégration et d'acquisition

Le compte consolidé de résultat pro forma non audité pour l'exercice clos le 31 août 2017 reflète un ajustement visant à inclure tous les frais d'intégration et d'acquisition qui ont été engagés dans le cadre de l'acquisition.

d) Dotation aux amortissements

La Société a nommé un tiers pour lui venir en aide dans la détermination de la juste valeur des immobilisations corporelles et incorporelles acquises.

En supposant que les immobilisations corporelles et incorporelles acquises ont été comptabilisées à la juste valeur au 1^{er} septembre 2016 et amorties sur leur durée restante d'utilité respective, le compte consolidé de résultat pro forma non audité reflète une augmentation de la dotation aux amortissements de 28,5 millions \$ (21,6 millions \$ US) pour l'exercice clos le 31 août 2017 et de 6,9 millions \$ (5,5 millions \$ US) pour la période de trois mois close le 30 novembre 2017.

e) Charges financières

Les ajustements apportés aux charges financières pour refléter le règlement de titres d'emprunt préexistants émis en vertu des facilités de crédit de premier rang et l'émission d'un nouvel emprunt à terme B garanti de premier rang ainsi que d'une facilité de crédit renouvelable garantie de premier rang se présentent comme suit, en supposant que les facilités de crédit de premier rang préexistantes ont été réglées et que la nouvelle structure de financement était en place au 1^{er} septembre 2016.

	Période de trois mois close le 30 novembre 2017	Exercice clos le 31 août 2017
	\$	\$
Coûts de transaction directement imputables à la dette préexistante ⁽¹⁾	—	7 691
Charge d'intérêts sur la dette préexistante ⁽²⁾	(6 607)	(26 909)
Amortissement des coûts de transaction directement imputables aux nouveaux emprunts ⁽³⁾	1 655	6 861
Charge d'intérêts sur les nouveaux emprunts ⁽⁴⁾	23 366	98 327
Charge financière de MetroCast exclue du regroupement d'entreprises	(6 474)	(25 030)
	11 940	60 940

(1) Fraction non amortie des coûts de transaction différés liés à la dette préexistante (5,9 millions \$ US), portée en charge.

(2) Charge d'intérêts liée à la dette préexistante.

(3) Amortissement des coûts de transaction directement imputables engagés dans le cadre des nouveaux emprunts.

(4) Charge d'intérêts liée aux nouveaux emprunts pour la période.

COGECO COMMUNICATIONS INC.

NOTES ANNEXES

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

f) Impôt sur le résultat

Les ajustements apportés à l'impôt sur le résultat reflètent les modifications apportées au bénéfice imposable liées aux ajustements dont il a été question ci-dessus calculés selon le taux prévu par la loi pour chaque entité concernée ainsi que l'incidence de la structure d'imposition mise en place par la Société pour l'acquisition. Les taux d'imposition canadiens et américains prévus par les lois utilisés pour déterminer les ajustements ont été de 26,5 % et de 40 %, respectivement.

g) Autres actifs

L'ajustement pro forma vise à présenter les coûts de financement différés associés à la facilité de crédit renouvelable garantie de premier rang.

h) Immobilisations corporelles

Un ajustement pro forma de 114,8 millions \$ (89,1 millions \$ US) des immobilisations corporelles a été effectué pour ramener la valeur comptable historique des immobilisations corporelles de MetroCast à leur juste valeur estimative. La juste valeur des immobilisations corporelles acquises a été estimée à 305,6 millions \$ (237,1 millions \$ US) contre la valeur comptable historique de MetroCast de 190,8 millions \$ (148 millions \$ US).

i) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises comprennent les franchises et les relations avec les clients. La juste valeur estimative de ces immobilisations incorporelles s'élève à 899,3 millions \$ (697,8 millions \$ US). Un ajustement pro forma de 700,1 millions \$ (543,2 millions \$ US) a été apporté aux immobilisations incorporelles pour ramener à leur juste valeur estimative la valeur comptable historique des immobilisations incorporelles de MetroCast de 199,3 millions \$ (154,6 millions \$ US).

j) Goodwill

Dans le cadre de l'acquisition de MetroCast, le goodwill a été estimé provisoirement à 605,1 millions \$ (469,5 millions \$ US) (se reporter à la note 4.2). Un ajustement pro forma de 587,2 millions \$ (455,6 millions \$ US) a été apporté au goodwill pour éliminer la valeur comptable historique de 17,9 millions \$ (13,9 millions \$ US) de MetroCast et la ramener à la juste valeur estimative.

k) Dette à long terme

Le montant de la dette à long terme a été ajusté pour refléter l'émission d'un nouvel emprunt à terme B garanti de premier rang et d'une facilité de crédit renouvelable garantie de premier rang, déduction faite du remboursement des titres d'emprunts préexistants émis en vertu des facilités de crédit de premier rang et de la fraction non amortie des coûts de financement connexes.

	\$
Émission d'un nouveau titre d'emprunt	1 462 345
Fraction non amortie des coûts de financement différés	(49 567)
Frais d'acquisition	21 198
Fraction non amortie des coûts de transaction différés liés à la dette préexistante, portée en charge	7 356
	1 441 332
Passifs courants	10 955
Passifs non courants	1 430 377
	1 441 332

COGECO COMMUNICATIONS INC.

NOTES ANNEXES

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

l) Bénéfices non distribués

Les ajustements pro forma annulent les bénéfices non distribués de MetroCast ainsi que la comptabilisation des frais d'acquisition, la comptabilisation en charge de la fraction non amortie des coûts de financement qui sont liés aux titres d'emprunts préexistants émis en vertu des facilités de crédit de premier rang et l'incidence des variations de participation dans une filiale sur les participations ne donnant pas le contrôle.

	\$
Frais d'acquisition	21 198
Fraction non amortie des coûts de transaction différés liés à la dette préexistante, portée en charge	7 356
Incidence des variations de participation dans une filiale sur les participations ne donnant pas le contrôle	(98 198)
Bénéfices non distribués de MetroCast	410 034
	340 390

m) Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle

Les capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle représentent la participation de 21 % de CDPQ dans la filiale Atlantic Broadband, compte tenu de l'incidence des variations de participation dans une filiale sur les participations ne donnant pas le contrôle.

ANNEXE B – ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS COMBINÉS DE METROCAST

MetroCast Cablevision of New Hampshire, LLC and Gans Communications, L.P.

Combined Financial Statements as of and for the
Years Ended December 31, 2017 and 2016
(unaudited) and Independent Auditors' Report

**METROCAST CABLEVISION OF NEW HAMPSHIRE, LLC
AND GANS COMMUNICATIONS, L.P.**

TABLE OF CONTENTS

	Page
INDEPENDENT AUDITORS' REPORT	1–2
COMBINED FINANCIAL STATEMENTS:	
Balance Sheets as of December 31, 2017 and 2016 (unaudited)	3
Statements of Operations and Changes in Partners' Deficiency for the Years Ended December 31, 2017 and 2016 (unaudited)	4
Statements of Cash Flows for the Years Ended December 31, 2017 and 2016 (unaudited)	5
Notes to Combined Financial Statements as of and for the Years Ended December 31, 2017 and 2016 (unaudited)	6–15



Deloitte & Touche LLP
1700 Market Street
Philadelphia, PA 19103-3984
USA
Tel: 215 246 2300
Fax: 215 569 2441
www.deloitte.com

INDEPENDENT AUDITORS' REPORT

To the Board of Managers
Harron Communications, LLC
Frazer, Pennsylvania

We have audited the accompanying combined financial statements of MetroCast Cablevision of New Hampshire, LLC and Gans Communications, L.P. (together, the "Company"), which comprise the combined balance sheet as of December 31, 2017, and the related combined statements of operations and changes in partners' deficiency, and cash flows for the year then ended, and the related notes to the combined financial statements.

Management's Responsibility for the Combined Financial Statements

Management is responsible for the preparation and fair presentation of these combined financial statements in accordance with accounting principles generally accepted in the United States of America; this includes the design, implementation, and maintenance of internal control relevant to the preparation and fair presentation of combined financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

Auditors' Responsibility

Our responsibility is to express an opinion on these combined financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with auditing standards generally accepted in the United States of America. Those standards require that we plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the combined financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the combined financial statements. The procedures selected depend on the auditor's judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the combined financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the auditor considers internal control relevant to the Company's preparation and fair presentation of the combined financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the Company's internal control. Accordingly, we express no such opinion. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of significant accounting estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the combined financial statements.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Opinion

In our opinion, the combined financial statements referred to above present fairly, in all material respects, the financial position of MetroCast Cablevision of New Hampshire, LLC and Gans Communications, L.P. as of December 31, 2017, and the results of their operations and their cash flows for the year then ended in accordance with accounting principles generally accepted in the United States of America.

Emphasis of Matter

As discussed in Note 2, the combined entities comprising the Company have historically operated as subsidiaries of Harron Communications, L.P. and not as stand-alone companies. Financial statements representing the operations of the Company have been derived from Harron Communications, L.P.'s accounting records and are presented on a carve-out basis. All revenues and costs as well as assets and liabilities directly associated with the business activity of the Company are included in the combined financial statements. However, amounts recognized by the Company are not necessarily representative of the amounts that would have been reflected in the combined financial statements had the Company operated independently of Harron Communications, L.P. Our opinion is not modified with respect to this matter.

Other Matter

The accompanying combined balance sheet as of December 31, 2016, and the related combined statements of operations and changes in partners' deficiency, and cash flows for the year then ended, and the related notes to the combined financial statements were not audited, reviewed, or compiled by us and, accordingly, we do not express an opinion or any other form of assurance on them.

Deloitte & Touche LLP

April 4, 2018

METROCAST CABLEVISION OF NEW HAMPSHIRE, LLC AND GANS COMMUNICATIONS, L.P.

COMBINED BALANCE SHEETS

(in thousands)

	December 31,	
	2017	2016 (unaudited)
ASSETS		
CURRENT ASSETS		
Cash and cash equivalents	\$ 7,303	\$ 13,404
Cash held in escrow		5,008
Accounts receivable, less allowance for doubtful accounts of \$114 and \$126	12,614	12,593
Other current assets	<u>1,475</u>	<u>1,178</u>
Total current assets	<u>21,392</u>	<u>32,183</u>
NONCURRENT ASSETS		
Interest rate swaps	355	
Property, plant and equipment	426,679	406,771
Accumulated depreciation	<u>(278,661)</u>	<u>(253,296)</u>
Property, plant and equipment — net	148,018	153,475
Franchise costs	154,334	154,334
Goodwill — net of accumulated amortization of \$9,277 and \$6,958	13,915	16,234
Franchise renewal costs — net of accumulated amortization of \$1,492 and \$1,405	<u>270</u>	<u>327</u>
Total noncurrent assets	<u>316,892</u>	<u>324,370</u>
TOTAL ASSETS	<u><u>\$ 338,284</u></u>	<u><u>\$ 356,553</u></u>
LIABILITIES AND PARTNERS' DEFICIENCY		
LIABILITIES		
Current liabilities		
Accounts payable	\$ 8,011	\$ 8,421
Accrued expenses	17,692	17,370
Current portion of long-term debt	<u>22,500</u>	<u>16,875</u>
Total current liabilities	48,203	42,666
Long-term debt — net of unamortized debt issuance costs of \$6,536 and \$5,923	423,089	410,327
Deferred income taxes	<u>4,261</u>	<u>4,594</u>
Total liabilities	<u>475,553</u>	<u>457,587</u>
COMMITMENTS AND CONTINGENCIES (Note 9)		
PARTNERS' DEFICIENCY	<u>(137,269)</u>	<u>(101,034)</u>
TOTAL LIABILITIES AND PARTNERS' DEFICIENCY	<u><u>\$ 338,284</u></u>	<u><u>\$ 356,553</u></u>

See notes to combined financial statements.

**METROCAST CABLEVISION OF NEW HAMPSHIRE, LLC
AND GANS COMMUNICATIONS, L.P.**

COMBINED STATEMENTS OF OPERATIONS AND CHANGES IN PARTNERS' DEFICIENCY

(in thousands)

	Year Ended December 31,	
	2017	2016
		(unaudited)
REVENUES	<u>\$ 227,496</u>	<u>\$ 218,411</u>
COSTS AND EXPENSES		
Operating	86,736	84,445
General and administrative	34,529	34,272
Depreciation and amortization	32,841	34,018
Loss on asset disposals, net	<u>97</u>	<u>124</u>
Total costs and expenses	<u>154,203</u>	<u>152,859</u>
OPERATING INCOME	<u>73,293</u>	<u>65,552</u>
OTHER (EXPENSES) INCOME		
Interest expense	(18,173)	(17,336)
Amortization of debt issuance costs	(1,611)	(1,725)
Senior Notes redemption premium		(8,511)
Financing costs	(947)	(1,027)
Write-off of debt issuance costs		(9,978)
Interest income	64	23
Derivative gain	<u>355</u>	<u>151</u>
Total other expenses	<u>(20,312)</u>	<u>(38,403)</u>
INCOME BEFORE STATE INCOME TAX (EXPENSE) BENEFIT	<u>52,981</u>	<u>27,149</u>
STATE INCOME TAX (EXPENSE) BENEFIT	<u>(718)</u>	<u>2,257</u>
NET INCOME	52,263	29,406
PARTNERS' DEFICIENCY		
Beginning of year	(101,034)	(50,716)
Distributions to partner	<u>(88,498)</u>	<u>(79,724)</u>
End of year	<u>\$ (137,269)</u>	<u>\$ (101,034)</u>

See notes to combined financial statements.

**METROCAST CABLEVISION OF NEW HAMPSHIRE, LLC
AND GANS COMMUNICATIONS, L.P.**

COMBINED STATEMENTS OF CASH FLOWS

(in thousands)

	Year Ended December 31,	
	2017	2016
		(unaudited)
OPERATING ACTIVITIES		
Net income	\$ 52,263	\$ 29,406
Adjustments to reconcile net income to net cash provided by operating activities		
Depreciation and amortization	32,841	34,018
Loss on asset disposals, net	97	124
Amortization of Senior Notes premium		(241)
Amortization of debt issuance costs	1,611	1,725
Senior Notes redemption premium		8,511
Write-off of debt issuance costs		9,978
Derivative gain	(355)	(151)
Non-cash state income tax benefit	(333)	(1,995)
Changes in assets and liabilities which (used) provided cash:		
Accounts receivable	(21)	(916)
Other current assets	(297)	4
Accounts payable and accrued expenses	280	(7,132)
Net cash provided by operating activities	<u>86,086</u>	<u>73,331</u>
INVESTING ACTIVITIES		
Cash paid for property, plant and equipment	(25,808)	(29,851)
Franchise renewal costs	(30)	(45)
Proceeds from asset disposals, net	365	214
Receipts of cash held in escrow	5,008	15,006
Net cash used in investing activities	<u>(20,465)</u>	<u>(14,676)</u>
FINANCING ACTIVITIES		
Borrowings	61,875	450,000
Debt repayments	(42,875)	(416,833)
Debt issuance costs	(2,224)	(7,046)
Distributions to partner	(88,498)	(79,724)
Net cash used in financing activities	<u>(71,722)</u>	<u>(53,603)</u>
(DECREASE) INCREASE IN CASH AND CASH EQUIVALENTS	(6,101)	5,052
CASH AND CASH EQUIVALENTS — beginning of year	<u>13,404</u>	<u>8,352</u>
CASH AND CASH EQUIVALENTS — end of year	<u>\$ 7,303</u>	<u>\$ 13,404</u>
SUPPLEMENTAL DISCLOSURE OF CASH FLOW INFORMATION		
Cash paid for interest	<u>\$ 18,099</u>	<u>\$ 24,451</u>
Cash paid for state income taxes	<u>\$ 1,550</u>	<u>\$ 410</u>
Capital expenditures purchased on account - non-cash investing activity	<u>\$ 867</u>	<u>\$ 1,235</u>

See notes to combined financial statements.

METROCAST CABLEVISION OF NEW HAMPSHIRE, LLC AND GANS COMMUNICATIONS, L.P.

NOTES TO COMBINED FINANCIAL STATEMENTS

AS OF AND FOR THE YEARS ENDED DECEMBER 31, 2017 AND 2016 (unaudited)

1. OPERATIONS AND ORGANIZATION

MetroCast Cablevision of New Hampshire, LLC and Gans Communications, L.P. (together, the “Company”) are subsidiaries of Harron Communications, L.P. (“HCLP”). Through December 31, 2017, the Company managed and operated cable systems serving residential and business customers in five states. As of December 31, 2017, the Company’s systems served approximately 74,000 video customers, 125,000 high-speed Internet customers and 36,000 telephone customers.

Effective January 1, 2018, the Company sold substantially all of its assets to Atlantic Broadband Finance, LLC, a subsidiary of Cogeco Communications, Inc., for \$1.4 billion (the “Sale Transaction”). The asset purchase agreement relating to the Sale Transaction stipulates customary post-closing purchase price adjustments relating to the closing asset and liability balances. Such post-closing purchase price adjustments are expected to be settled in 2018.

2. SUMMARY OF SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES

Basis of Presentation — The combined entities comprising the Company have historically operated as subsidiaries of HCLP and not as stand-alone companies. Financial statements representing the historical operations of the Company have been derived from HCLP’s consolidated accounting records and are presented on a carve-out basis. All revenues and costs as well as assets and liabilities directly associated with the business activity of the Company are included in the combined financial statements. However, amounts recognized by the Company are not necessarily representative of the amounts that would have been reflected in the combined financial statements had the Company operated independently of HCLP. All intercompany accounts and transactions among the combined entities have been eliminated.

The 2016 information presented in these combined financial statements is unaudited.

Use of Estimates — The combined financial statements have been prepared in conformity with generally accepted accounting principles in the United States (“U.S. GAAP”), which requires management to make estimates that affect the reported amounts and disclosures. Actual results could differ from these estimates. Estimates are used when accounting for various items, such as allowances for doubtful accounts, asset impairments, derivative financial instruments, programming-related liabilities and expenses, revenue recognition, depreciation and amortization expense, and income taxes.

Cash and Cash Equivalents — The Company considers all highly liquid financial instruments with maturities of less than three months when purchased to be cash equivalents. The carrying amounts of the Company’s cash equivalents approximate their fair value.

Property, Plant and Equipment — Property, plant and equipment are stated at cost and include the cost of material, labor, and certain indirect costs incurred in construction and customer installations. Expenditures which extend asset lives are capitalized and normal maintenance and repairs are charged to operating expenses as incurred. For assets that are sold or retired, the applicable cost and accumulated depreciation are removed and any gain or loss is recognized in the Company’s combined statement of operations. The costs associated with the construction of and improvements to cable

transmission and distribution facilities and service installations are capitalized. Costs include all direct labor and materials, as well as certain indirect costs. Depreciation expense is recorded using the straight-line method over the asset's estimated useful life. See Note 3 for the components of property, plant and equipment.

Intangible Assets — Franchise costs represent the cost of acquired cable franchise rights. Franchise costs are not amortized because they are considered indefinite life intangible assets and, for each franchise, such determination is reassessed periodically or whenever events or substantive changes in circumstances occur. Goodwill is the excess of the acquisition cost of an acquired entity over the fair value of the identifiable net assets acquired. Goodwill is amortized on a straight-line basis over 10 years and goodwill amortization expense was \$2.3 million in each of the years ended December 31, 2017 and 2016. Franchise renewal costs, which include costs incurred to negotiate and renew franchise agreements, are amortized on a straight-line basis over 10 years. Debt issuance costs are amortized over the term of the related debt.

Carrying Value of Long-Lived Assets — The Company evaluates the recoverability and estimated lives of property, plant and equipment and other intangible assets whenever events or substantive changes in circumstances indicate that the carrying value may not be recoverable or the useful life has changed. Such evaluation is based upon current anticipated undiscounted cash flows and profitability information. The Company would recognize an impairment charge when it is probable that such estimated cash flows are less than the carrying value of the asset. The amount of the impairment, if any, is based upon the difference between the carrying value and the fair value.

The Company evaluates the recoverability of its goodwill only when a triggering event occurs. Upon the occurrence of such an event, the Company would test goodwill for impairment by comparing the fair value of the Company to its carrying value, using a combination of a multiple of operating income before depreciation and amortization ("EBITDA") generated by the underlying assets and discounted cash flow analyses. The EBITDA multiple used in the Company's evaluation would be determined based on the Company's analyses of current market transactions, profitability information, including estimated future operating results, trends, or other determinants of fair value. If the value of the Company determined by these evaluations is less than its carrying amount, an impairment charge would be recognized for the difference between the estimated fair value and the carrying value of the assets, limited to the amount of goodwill.

The Company evaluates the recoverability of its franchise costs annually or more frequently whenever events or changes in circumstances indicate that the assets might be impaired. The assessment of recoverability may first consider qualitative factors to determine whether the existence of events or circumstances leads to a determination that it is more likely than not that the fair value of a unit of account is less than its carrying amount or if an indefinite life intangible asset is impaired. A quantitative assessment is performed if the qualitative assessment results in a more likely than not determination or if a qualitative assessment is not performed. The quantitative estimate of the fair value of franchise costs is primarily based on a discounted cash flow analysis. If the value of the Company's cable franchise costs is less than its carrying amount, an impairment charge is recognized for the difference between the estimated fair value and the carrying value of the assets.

Asset Retirement Obligations — The Company recognizes a liability for asset retirement obligations in the period in which it is incurred if a reasonable estimate of fair value can be made. Certain of the Company's franchise and lease agreements contain provisions requiring the Company to restore facilities or remove property in the event that the franchise or lease agreement is not renewed. The Company expects to continually renew its franchise agreements and therefore cannot estimate any liability associated with such agreements. A remote possibility exists that such franchise agreements could terminate unexpectedly, which could result in the Company incurring significant expense in

complying with the restoration or removal provisions. The obligations related to the Company's lease agreements are not material to the Company's combined financial statements or cannot be reasonably estimated. No such liabilities have been recorded in the combined financial statements.

Revenue Recognition — Revenues are principally generated from subscriptions to the Company's video, high-speed Internet and telephone services ("cable services") and from the sale of advertising. The Company recognizes revenues from cable services as the service is provided. Customers are typically billed in advance on a monthly basis. The Company manages credit risk by screening applicants through the use of internal customer information and credit bureau data. If a customer's account is delinquent, various measures are used to collect outstanding amounts, including termination of the customer's cable service. Since installation revenue obtained from the connection of customers to the Company's cable systems is less than the related direct selling costs, such revenues are recognized as connections are completed. The Company recognizes advertising revenue at estimated realizable values when the advertising is aired. Revenues earned from other sources are recognized when services are provided or events occur.

Under the terms of its franchise agreements, the Company is generally required to pay to the local franchise authority an amount based on its gross video revenues earned within the local franchise area. The Company normally passes these fees through to its cable customers and classifies the fees as a component of revenue with the corresponding costs included in general and administrative expenses. In 2017 and 2016, the Company collected franchise fees of \$3.1 million and \$3.2 million, respectively. The Company presents other taxes imposed on a revenue-producing transaction as revenue if it acts as a principal or a reduction in operating expenses if it acts as an agent.

In May 2014, the Financial Accounting Standards Board ("FASB") issued Accounting Standards Update ("ASU") 2014-09, "Revenue from Contracts with Customers" ("ASU 2014-09"). ASU 2014-09 updates the accounting guidance related to revenue recognition. The updated accounting guidance provides a single, contract-based revenue recognition model to help improve financial reporting by providing clearer guidance on when an entity should recognize revenue and by reducing the number of standards to which entities have to refer. The updated accounting guidance is effective for the Company as of January 1, 2019, with early adoption permitted two years earlier. The updated accounting guidance provides companies with alternative methods of adoption. The Company is in the process of determining the impact that the updated accounting guidance will have on its combined financial statements and its method of adoption.

Programming Expenses — Programming expenses, which are included in operating expenses in the Company's combined statements of operations, are the fees the Company pays to license the programming distributed to the Company's video customers. Programming is generally acquired under multiyear distribution agreements, with rates typically based on the number of customers that receive the programming, adjusted for channel positioning and the extent of distribution. From time to time these contracts expire and programming continues to be provided based on interim arrangements while the parties negotiate new contractual terms, sometimes with effective dates that affect prior periods. While payments are typically made under the prior contract's terms, the amount of the Company's programming expenses recorded during these interim arrangements is based on estimates of the ultimate contractual terms expected to be negotiated. Differences between actual amounts determined upon resolution of negotiations and amounts recorded during these interim arrangements are recorded in the period of resolution.

Advertising Expenses — Advertising costs are expensed as incurred. Advertising expenses of \$2.1 million and \$2.3 million are included in operating expenses in the Company's combined statements of operations for the years ended December 31, 2017 and 2016, respectively.

Leases — In February 2016, the FASB issued ASU 2016-02, “Leases” (“ASU 2016-02”). ASU 2016-02 updates the accounting guidance related to leases. The updated accounting guidance requires lessees to recognize a right-of-use asset and a lease liability on the balance sheet for all leases with the exception of short-term leases. The asset and liability are initially measured based on the present value of lease payments. For a lessee, the recognition, measurement and presentation of expenses and cash flows arising from an operating lease do not significantly change from previous guidance. The updated guidance is effective for the Company on January 1, 2020 and early adoption is permitted. The updated accounting guidance must be adopted using a modified retrospective approach for leases that exist or are entered into after the beginning of the earliest comparative period in the financial statements. The Company is in the process of determining the impact that the updated accounting guidance will have on its combined financial statements. See Note 9 for a summary of the Company’s undiscounted minimal rental commitments under operating leases as of December 31, 2017.

Income Taxes — For federal and most state income tax purposes, the taxable income and losses of the Company flow through to its partners. In jurisdictions where the Company is treated as a taxable entity, a provision for state income taxes is reflected in the combined financial statements. No provision for federal or other state income taxes is included in the accompanying combined financial statements. See Note 8 for further information.

The Company recognizes deferred tax assets and liabilities for temporary differences between the financial reporting basis and the tax basis of the Company’s assets and liabilities relating to jurisdictions in which the Company is subject to state income taxes. The impact on deferred taxes of changes in tax rates and laws, if any, applied to the periods during which temporary differences are expected to be settled, is reflected in the combined financial statements in the period of enactment.

The Company records net deferred tax assets to the extent it believes these assets will more likely than not be realized. In making such determination, the Company considers all available positive and negative evidence, including future reversals of existing taxable temporary differences, projected future taxable income, tax planning strategies and recent financial operations. In the event the Company determines that it is not more likely than not that it will be able to realize its deferred tax assets in the future, the Company would record a valuation allowance. The Company evaluates income tax reserves annually to determine if any adjustments are required.

The Company records income tax liabilities and/or assets in accordance with Accounting Standards Codification Topic No. 740, “Income Taxes” (“ASC 740”). ASC 740 requires companies to determine whether it is more likely than not that a tax position will be sustained upon examination by the appropriate taxing authorities before any part of the benefit can be recorded in the financial statements. In addition, ASC 740 clarifies the accounting for income taxes by prescribing a minimum recognition threshold for each tax position to meet prior to being recognized in the financial statements. ASC 740 requires a two-step approach when evaluating a tax position based on recognition and measurement. When applicable, the Company recognizes interest related to uncertain tax positions as a component of interest expense and penalties related to uncertain tax positions as a component of income tax expense.

Derivative Financial Instruments — The Company uses interest rate swap agreements to manage its exposure to risks associated with fluctuations in interest rates.

The Company records interest rate swaps at fair value in its combined balance sheets. The Company’s interest rate swaps are not designated as hedges and, accordingly, changes in the fair value of the swaps are recorded in derivative gain in the Company’s combined statements of operations. Amounts paid or received under the Company’s interest rate swap agreements are recorded as interest expense in the Company’s combined statements of operations.

3. PROPERTY, PLANT AND EQUIPMENT

Property, plant and equipment consists of the following (in thousands):

	Useful Life (years)	December 31,	
		2017	2016 (unaudited)
Central reception facilities, distribution systems, and technical equipment	7–15	\$ 359,987	\$ 343,960
Vehicles, office and other equipment, and leasehold improvements	3–10	53,022	49,580
Buildings	25	9,714	9,447
Land		2,404	2,404
Parts and supplies		<u>1,552</u>	<u>1,380</u>
Total property, plant and equipment		426,679	406,771
Accumulated depreciation		<u>(278,661)</u>	<u>(253,296)</u>
Total property, plant and equipment — net		<u>\$ 148,018</u>	<u>\$ 153,475</u>

Depreciation expense in 2017 and 2016 was \$30.5 million and \$31.6 million, respectively.

4. INTANGIBLE ASSETS

Amortization expense, including amortization of debt issuance costs, in 2017 and 2016 was \$4.0 million and \$4.1 million, respectively.

Estimated amortization expense, including amortization of debt issuance costs, for each of the next five years is as follows (in thousands):

Year Ending December 31,	
2018	\$ 4,001
2019	3,933
2020	3,881
2021	3,830
2022	2,707

5. DEBT

Debt consists of the following (in thousands):

	December 31,	
	2017	2016 (unaudited)
Term Loan	\$ 283,125	\$ 283,125
Revolving Credit Loan	<u>169,000</u>	<u>150,000</u>
Total	452,125	433,125
Current portion	22,500	16,875
Debt issuance costs (net of accumulated amortization of of \$2,734 and \$1,123)	<u>6,536</u>	<u>5,923</u>
Long-term debt, net	<u>\$ 423,089</u>	<u>\$ 410,327</u>

In March 2016, the Company entered into a Credit Agreement (the “Credit Agreement”) that provided for an initial term loan of \$300 million (the “Term Loan”) and borrowings of up to \$200 million under a revolving credit loan (the “Revolving Credit Loan”), of which \$150 million was borrowed at closing. Of the \$450 million in proceeds from borrowings under the Credit Agreement, \$412.9 million was used to retire then outstanding debt, including accrued interest and an early redemption premium. The remaining proceeds were used to pay debt issuance costs of \$7.0 million and for general corporate purposes.

In connection with entering into the Credit Agreement, the Company paid HEC (as defined in Note 10) a transaction fee of \$1.0 million, which is recorded in financing costs in the Company’s combined statement of operations for the year ended December 31, 2016. In addition, the Company recorded a write-off of unamortized debt issuance costs of \$10.0 million.

In March 2017, the Company entered into an Amended and Restated Credit Agreement (the “Amended Credit Agreement”). Under the Amended Credit Agreement, the Company increased its borrowing under the Term Loan by \$16.9 million resulting in an outstanding Term Loan balance of \$300.0 million. In addition, available borrowings under the Revolving Credit Loan increased to \$245.1 million, of which an additional \$45.0 million was drawn at closing resulting in an outstanding Revolving Credit Loan balance of \$195.0 million. Total proceeds from the incremental borrowings of \$61.9 million were used to pay transaction costs of \$3.1 million and to fund, in part, a distribution to partner. In connection with entering into the Amended Credit Agreement, the Company paid HEC (as defined in Note 10) a transaction fee of \$0.8 million, which is recorded in financing costs in the Company’s combined statement of operations for the year ended December 31, 2017.

Borrowings on the Revolving Credit Loan were due in 2022 and borrowings under the Term Loan were due on various dates through 2022. Annual debt maturities for the five years after December 31, 2017 under the Amended Credit Agreement were as follows (in thousands):

Year Ending December 31,	
2018	\$ 22,500
2019	28,125
2020	30,000
2021	41,250
2022	330,250

In January 2018, all balances outstanding under the Term Loan and the Revolving Credit Loan were repaid with a portion of the proceeds from the Sale Transaction and the Amended Credit Agreement was terminated.

Under the Amended Credit Agreement, variable interest rates were based upon various rates at the option of the Company and were also dependent on the leverage ratio of the Company. On a quarterly basis, the Company paid a commitment fee of 0.500% or 0.375%, dependent on the leverage ratio of the Company, on the unused portion of the Revolving Credit Loan. The weighted average interest rate for the Company's outstanding debt in 2017 and 2016, after considering the effect of the interest rate swaps discussed below, was 3.88% and 4.12%, respectively.

The Amended Credit Agreement was collateralized by substantially all assets of the Company and required the Company to maintain certain financial ratios and stipulated, among other things, limitations on additional borrowings, investments, transactions with affiliates, and distributions.

The Company was exposed to the market risk of adverse changes in interest rates. To manage its interest rate risk, the Company entered into interest rate swap ("Interest Rate Swaps") agreements. As of December 31, 2017, the aggregate fair value asset of the Company's Interest Rate Swaps was \$0.4 million. The net change in the fair value of the Interest Rate Swaps in 2017 and 2016 of \$0.4 million and \$0.2 million, respectively, has been recorded as derivative gain in the Company's combined statements of operations.

As of December 31, 2017, the total notional amount of the Company's Interest Rate Swaps was \$50.0 million, with an effective average interest rate of 1.71%. The Interest Rate Swaps outstanding as of December 31, 2017 matured in 2020. Settlement dates were the last business day of each quarterly period for swaps with 3-month LIBOR receive rates and the last business day of each month for swaps with 1-month LIBOR receive rates. The receive rate for notional amount of \$25.0 million was equal to the 3-month LIBOR rate, which was 1.69% as of December 31, 2017. The receive rate for notional amount of \$25.0 million was equal to the 1-month LIBOR rate, which was 1.57% as of December 31, 2017.

In January 2018, the Interest Rate Swaps outstanding as of December 31, 2017 were terminated by the Company. In connection with such terminations, the Company received \$0.4 million.

6. FAIR VALUE MEASUREMENTS

U.S. GAAP related to financial assets and financial liabilities ("financial instruments") establishes a hierarchy that prioritizes fair value measurements based on the types of inputs used for the various valuation techniques (market approach, income approach and cost approach). The levels of the hierarchy are described below:

Level 1 — consists of financial instruments whose value is based on quoted market prices for identical financial instruments in an active market.

Level 2 — consists of financial instruments that are valued using models or other valuation methodologies. These models use inputs that are observable either directly or indirectly. Level 2 inputs include (i) quoted prices for similar assets or liabilities in active markets, (ii) quoted prices for identical or similar assets or liabilities in markets that are not active, (iii) pricing models whose inputs are observable for substantially the full term of the financial instrument and (iv) pricing models whose inputs are derived principally from or corroborated by observable market data through correlation or other means for substantially the full term of the financial instrument.

Level 3 — consists of financial instruments and nonfinancial assets whose values are determined using pricing models that utilize significant inputs that are primarily unobservable, discounted cash flow methodologies, or similar techniques, as well as instruments for which the determination of fair value requires significant management judgment or estimation.

An assessment of the significance of a particular input to the fair value measurement requires judgment and may affect the valuation of financial instruments and its classification within the fair value hierarchy. Financial instruments are classified in their entirety based on the lowest level of input that is significant to the fair value measurement. There have been no changes in the classification of any financial instruments or nonfinancial assets within the fair value hierarchy in the periods presented.

Financial instruments that are accounted for at fair value on a recurring basis are presented in the table below (in thousands).

Recurring Fair Value Measures

	Fair value as of December 31, 2017		
	Level 1	Level 2	Level 3
Assets — Interest Rate Swaps	\$ <u> </u>	\$ <u> 355 </u>	\$ <u> </u>

7. PARTNERS' DEFICIENCY

The Company's profits and losses are allocated to the partners in proportion to their ownership interests. In addition, any distributions shall be made to the partners in proportion to their ownership interests.

8. STATE INCOME TAXES

For the year ended December 31, 2017, the Company's total state income tax expense of \$0.7 million consists of a current year tax expense of \$1.0 million and a deferred tax benefit of \$0.3 million.

For the year ended December 31, 2016, the Company's total state income tax benefit of \$2.3 million consists of a current year tax benefit of \$3.6 million, offset by deferred tax expense of \$1.3 million.

As of December 31, 2017 and 2016, the Company had a net deferred tax liability of \$4.3 million and \$4.6 million, respectively. Deferred tax assets and liabilities reflect the net tax effects of temporary differences between the carrying amounts of assets and liabilities for financial reporting purposes and the amounts used for income tax purposes. As of December 31, 2017 and 2016, the deferred tax liability primarily represents the tax effect of the differences in the tax and book basis in the Company's fixed and intangible assets.

In the ordinary course of business, there may be transactions and calculations for which the ultimate income tax determination is uncertain. The Company establishes liabilities for tax-related uncertainties

based on estimates of whether, and the extent to which, additional income taxes may be due. These reserves are established when the Company believes that certain positions might be challenged despite the Company's belief that its tax return positions are fully supportable. The Company adjusts these reserves in light of changing facts and circumstances, such as the outcome of an income tax audit. The provision for income taxes includes the impact of reserve provisions and changes to reserves that are considered appropriate. The Company does not anticipate that the amount of unrecognized tax benefits will significantly increase or decrease in the coming year.

In 2016, the Company reversed uncertain income tax positions resulting in a current tax benefit of \$3.3 million and a reduction in interest expense of \$0.4 million. With few exceptions, the Company's income tax returns are subject to examination by the taxing authorities for tax years ending after December 31, 2013.

9. COMMITMENTS AND CONTINGENCIES

Leases — The Company is obligated under noncancelable operating leases, primarily for office space, that expire in various years, principally through 2022. Rental expense under these leases aggregated \$297,000 and \$293,000 in 2017 and 2016, respectively. Future minimum lease payments under such noncancelable operating leases for the annual periods subsequent to 2017 are as follows (in thousands):

Year Ending December 31,	
2018	\$ 157
2019	92
2020	28
2021	28
2022	28
Thereafter	<u>57</u>
Total	<u>\$ 390</u>

The Company has cancelable operating leases for pole attachments with utility companies. Pole rent amounted to \$2.4 million and \$2.1 million in 2017 and 2016, respectively.

Contingencies — The Company is subject to legal proceedings and claims that arise in the ordinary course of business. While the resolution of a legal proceeding or claim may have an impact on financial results for the period in which it is resolved, the Company believes that the final disposition with respect to such actions in which it is currently involved, either individually or in the aggregate, will not have a material adverse effect on the Company's financial position, results of operations or cash flows.

10. RELATED PARTY TRANSACTIONS

The Company has entered into a management services agreement with Harron Entertainment Company, LLC ("HEC"), which is the 100% owner of HCLP's general partner. The agreement calls for HEC to provide financial and administrative services in exchange for a monthly fee of 4% of the Company's combined revenues. Total compensation for these services was \$9.1 million and \$8.7 million in 2017 and 2016, respectively. These fees are included in general and administrative expenses in the Company's combined statements of operations.

During the performance of its duties under the financial services agreement, HEC paid various expenses on behalf of the Company. These payments amounted to \$16,000 and \$15,000 in 2017 and 2016,

respectively, and are reimbursed based on HEC's cost. As of December 31, 2017, the Company had an amount payable to HEC of \$0.8 million.

11. SUBSEQUENT EVENTS

The Company has evaluated subsequent events through April 4, 2018, the date the combined financial statements were available for issuance. Except as discussed elsewhere in the notes to the combined financial statements, no events have occurred that would require adjustment to or disclosure in the combined financial statements.

* * * * *